mobilisation



sommaire

2

.25

CONTRE L'AUTOROUTE

Historique de la lutte

La lutte contre l'autoroute est-ouest débute en décembre 1970, deux mois après les élections municipales Le CAP est alors désorganisé, sinon inexistant. La campagne électorale avait vidé les militants qui remettaie profondément en cause ce type d'action autant que l'exi tence du FRAP qui lui, n'était plus qu'une chapelle où s'affrontait deux orientations nettement différentes mais sans que les militants à la base soient informés et encore moins impliqués.

Un groupe de militants du Cap format alors l'association des locataires et petits propriétaires de Maisonneuve, un organisme qui avait déjà mené des luttes dans le passé sur les conditions de logement dans le quartier. Ainsi la lutte n'est pas identifiée au CAP puisqu'en fait le CAP n'existe pas, en ce sens qu'il est en période de réflexion critique et qu'identifier une action à un groupe qui remet en question ses objectifs en question, son fonctionnement et sa stratégie, cela aurait été artificiel et nuisible.

L'A.L.P.P.M. regroupait des militants du CAP (6 ou 7) qui demeuraient depuis toujours dans le quartier de Maisonneuve. La réaction de ces militants face au projet de l'autoroute ressort avant tout dês "tripes" et relève de l'"intuition" politique; on sentait bien qu'on était radicalement contre l'autoroute.

La réaction de ces militants répondaient aux attentes de plusieurs sympathisants dans le quartier (tant du CAP, que du PQ, que de l'ancien comité de citoyens) qui, habitués à toujours voir ces militants menés ces luttes, attendaient de nouveau une réaction et un proj d'opposition auquel ils s'identifieraient.

L'action de l'ALPPM correspondait aux luttes ainsi amorcées: diffusion de l'information sur le projet (journaux, tracts, etc.), assemblées publiques (3 qui regroupèrent 1,000 personnes), distribution de posters porte-à-porte avec pétitions. Ce type d'action s'insé-

rait dans une stratégie sommaire décidée au Front Commun contre l'autoroute, lequel est avant tout un instrument technique dans la lutte et qui doit réaliser des compromis en raison de la diversité des orientations qui s'y retrouvent.

Constats

Rappelons que pendant que se menait cette lutte, le CAP précisait son orientation et que le Congrès du Frap avait lieu; les militants du CAP (6-7) qui composaient la majorité du noyau actif de l'ALPPM étaient donc confrontés par l'action qu'ils menaient et par les conclusions de la démarche entreprise au CAP. De cette première partie de la lutte contre l'autoroute ressort trois points importants:

L'erreur de se lancer dans une lutte sans analyser le problème (la situation particulière du problème dans le contexte global au Québec); sans tenir compte des moyens dont on dispose, en somme par

compte des moyens dont on dispose, en somme par intuition et dès lors sans stratégie s'inscrivant dans des perspectives à long terme.

La carence au niveau du nombre de militants ayant une formation politique poussée et concrétisée dans l'action.

Le peu d'information de base sur le problème et la futilité de la recherche par des étudiants dans le cadre de leurs études universitaires. (Un groupe d'étudiants de l'Université du Québec s'étaient offerts pour travailler à la recherche et fournir aux militants des informations sur le projet de l'autoroute. Après quelques mois de travail on s'aperçoit que ce sont les militants qui les ont aidés à faire un "devoir académique". Cette expérience nous prouve que toute recherche faite "à vide" (quand les recherchistes ne sont pas impliqués dans l'action ou la situation) est inutile ou plutôt correspond au type de recherche privilégiée par l'université, laquelle forme les futurs technocrates qui doivent être désimpliqués pour être efficaces et rationnels.

Ces constats provoquent donc des identifications directes au CAP. Celui-ci s'est donné comme objectif la formation d'un noyau de militants qui sont impliqués dans des actions ou dans un milieu et qui conséquemment sont en position d'intervenir directement pour poser des questions de fond. Cette formation s'effectue par trois moyens privilégiés: un journal (qui suppose un réseau), une journée de réflexion critique ouverte à tous les militants du CAP sur un sujet donné (à tous les deux dimanches) et un groupe d'une quinzaine qui pousse une analyse sur le capitalisme au Québec en 1971 à partir de leurs expériences personnelles.

Nous avons donc décidé au CAP d'impliquer les principaux responsables de l'action sur l'autoroute dans le groupe de formation, d'une part, à cause de l'importance de cette lutte (en ce sens qu'elle correspond parfaitement à toutes les luttes passées: mêmes erreurs, mêmes motivations, etc.) et d'autre part à cause de la nécessité de ne pas abandonner une telle lutte qui implique l'existence même du quartier.

Démarche actuelle

L'ALPPM a désigné une zone "cible", celle directement touchée par la future autoroute. Cette zone est divisée en secteurs (7) regroupant quatre rues. Ce réseau implique un responsable par secteur et un par rue. Les responsables de secteurs sont choisis parmi les militants posédant une formation politique solide et/ou participant au groupe de formation.

La lutte contre l'autoroute est une occasion privilégiée de recruter des gens (plus de 100 personnes ont acheté une carte de membre, 1,000 sont venus aux assemblées publiques) car le problème est vital pour ceux qui habitent sur le tracé. Mais c'est surtout une occasion qui permet aux militants de faire prendre conscience du système d'exploitation qui règne dans la société. A partir d'un cas concret, l'autoroute, nous pouvons nous attaquer aux causes du problème, i.e., le capitalisme et les gouvernements "marionnettes" qui les défendent.

Le projet de l'autoroute est une manifestation du capitalisme et l'action de l'association vise principalement à informer la population sur trois aspects fondamentaux:

- l'autoroute: une fausse solution au chômage
  Nous situons le projet dans le contexte actuel, i.e. dans le cycle où l'on combat le chômage et à la phase

...itique de la période chômage correspond alors des projets que l'on peut qualifier "d'éléphants blancs" tels l'Expo, les Olympiques, l'autoroute, lesquels bien entendu ne répondent pas aux besoins des citoyens mais de plus, ont un caractère temporaire et n'existent que pour appaiser le mécontentement des travailleurs en chômage, et leur permettre de se ré-inscrire dans la grande roue de la consommation. Cette roue doit tourner suffisament bien pour que les capitaliste rapportent et au moment où elle tourne trop vite (inflation) réapparait le chômage. Nous insistons également sur une question fondamentale: dans la mesure où les travailleurs sont contre l'autoroute pourquoi doivent-ils y travailler pour vivre? En somme, notre force de travail nous dessert, puisque si nous sommes contre l'autoroute, nous travaillerons donc pour d'autres, qui ne font pas partie de la classe des travailleurs. Ce raisonnement parait peut-être simpliste mais il est, par ailleurs concret et dès lors permet d'approfondir la question ou du moins ouvre des perspectives nouvelles.

La conception d'une ville

Nous situons également l'autoroute dans une perspective d'aménagement urbain. Dès lors ressort une question fondamentale: à qui sert l'autoroute? De là, il est important de bien préciser les besoins de la population et de déterminer les causes d'un tel projet qui profite aux industries dont celle non négligeable du tourisme et qui conséquemment empêche de réaliser des priorités tels le logement et le transport public. Nous pouvons confronter deux types radicalement opposés de planification: celui de l'offre et la demande et celui des besoins et moyens disponibles.

Le contrôle des décisions

Au delà des responsabilité confuses des pouvoirs municipal-fédéral et provincial, il est important de faire ressortir d'une part la collusion des trois, laquelle se camoufle sous des jeux hypocrites (l'attitude de Saulnier qui en a fait du bargaining power face à Québec). Cela permet d'identifier ceux (comme Saulnier) qui parfois nous appuie et qui pourrait alors apparaitre de notre côté. D'autre part, et cela est beaucoup plus important, il nous faut expliquer clairement avec des informations précises, quels sont ceux qui profitent directement du projet (entrepreneurs, entreprises déplacées) et dégager leurs intérêts et implications avec les politiciens au pouvoir. Cette information fait ressortir clairement qui possède la contrôle des décisions et comment on ignore complétement ceux qui sont directement concernés par le projet.

Il serait prématuré d'affirmer que cette démarche et cette approche du problème nous permettra (ou ne nous permettra pas) de politiser quelques travailleurs du secteur touché par l'autoroute, de pousser la formation des militants engagés, de politiser la lutte en non pas, de la "partisaniser" (le PQ vs les libéraux) et finalement d'arrêter l'autoroute. Le but certes est d'arrêter l'autoroute mais nous ne voulons pas gagner cette bataille comme une élection. La façon dont on se bat et la perspective globale dans lesquels s'insèrent cette lutte sont plus important que le but même de la lutte. Car arrêter l'autoroute, n'est pas arrêter le capitalisme. Par ailleurs combattre le capitalisme, c'est pas abstrait, c'est quotidien, bien concr...

PIRELLI :

une grève exemplaire _

Le texte que nous vous présentons est tiré de la revue française "Les temps Modernes". Il relate l'expérience de la lutte des travailleurs italiens à l'usine Pirelli de Turin.

Nous vous le donnons pour ce qu'il est: une lutte exemplaire. Il ne s'agit pas de la répéter comme des péroquets savants. Il nous indique plutôt dans quel sens peuvent être menées des luttes pour le contrôle ouvrier. Apprendre des masses, tel devrait d'abord notre premier objectif.

Il nous semble important de diffuser un tel exemple. Nous devons profiter des expériences des autres camarades, d'ici et d'ailleurs. Nous devons aussi en tirer des leçons. S'informer et apprendre, c'est déjà briser l'encerclement idéologique des capitalistes. C'est un pas en avant dans notre lutte de libération.

Quelques remarques:

- certains termes du texte nous sont moins familiers. Un effort un peu plus grand est donc nécessaire.
- La C.G.I.L. est la centrale syndicale communiste italienne.
- Le P.C.I. est le parti communiste italien.
- Les ouvriers de Pirelli sont payés de la façon suivante: un salaire de base calculé à l'heure
  : un salaire au rendement calculé selon le nombre de pièces fabriquées . Ce salaire dépend directement du rythme de production, c'est-à-dire des cadences. Il représente environ 12% du salaire global. Ce sont les primes au "rendement".

UNE GRÈVE EXEMPLAIRE

Depuis plus d'un an, les ouvriers des usines Pirelli sont en lutte. Pirelli, c'est le monopole italien des pneumatiques, mais c'est aussi un trust vertical dont les usines produisent tout ce qui touche de près ou de loin à l'industrie du caoutchouc : agglomérés, produits en matière plastique ou en latex, cables, etc. Les deux principales usines — celle de Settimo, près de Turin, et la « Biccocca » à Milan — emploient plus de 20 000 ouvriers. Le chiffre d'affaires dépasse 200 milliards de lires (1,6 milliard de francs).

La lutte chez Pirelli, pour des raisons qui seront indiquées plus loin, n'a pris qu'épisodiquement la forme d'un choc frontal. Elle était menée de façon à pouvoir durer le plus longtemps possible en infligeant le maximum de pertes au patron sans faire perdre tout leur salaire aux ouvriers. Elle s'apparentait à une guerre de harcèlement (ou à une guérrilla) dont les phases successives ont permis de forger l'unité à la base, de mettre en place des formes de démocratie directe, d'élever le niveau de la lutte et de perfectionner les méthodes de combat et d'auto-organisation des travailleurs.

A l'apogée de la lutte, entre octobre et fin décembre 1968, les ouvriers de l'usine de Settimo ont recouru à une forme de combat sans précédent, mise au point à la base et qui préfigurait le contrôle ouvrier du processus de production, sinon l'autogestion technique de l'usine par les travailleurs : l'auto-détermination des cadences par élaboration de « contre-tableaux » de marche. On en lira plus loin une analyse, tirée de l'article d'Aniello Coppola dans *Rinascita* du 20 décembre 1968.

Au préalable, il convient toutefois de replacer la phase de la lutte décrite par Coppola dans son contexte en résumant les principales étapes d'un conflit qui a rebondi depuis.

HISTORIQUE

Février 1968 : Les syndicats de Pirelli, où la C.G.I.L. est majoritaire, concluent un accord de branche portant essentiellement sur les salaires de base. Cet accord n'apaise en rien le vif mécontentement de la base militante. Pour elle, la négociation ne doit pas se limiter aux salaires contractuels, mais englober les cadences, les conditions de travail et le salaire au rendement, arbitrairement fixé par la Direction, ce qui permet à celle-ci de reprendre d'une main aux travailleurs une partie de ce qu'elle accorde de l'autre main.

La Direction, cependant, s'est refusée à négocier sur les cadences et sur le salaire au rendement. La C.G.I.L., de son côté, n'a pas « poussé » ces points : elle considérait que la base — la sienne et surtout celle des autres syndicats — n'était pas prête à se battre sur ces questions et qu'une attitude intransigeante aggraverait la division ouvrière.

Février à juin : Sitôt l'accord conclu, l'agitation reprend chez Pirelli, sous l'impulsion d'une minorité agissante. Soucieuse de ne se couper ni des autres syndicats, ni des inorganisés, ni des activistes, la C.G.I.L. encourage la formation de comités unitaires d'atelier et la multiplication des débats en assemblée libre afin de dresser un cahier de revendications très détaillé. La C.G.I.L. donne alors pour consigne : « *Discuter avec tous les camarades de travail dans chaque atelier et passer à l'action* (deux heures de grève par équipe) *quand au moins 80 % des ouvriers d'un atelier sont convaincus* ».

Juillet à octobre : A partir de juillet, les débrayages touchent la plupart des ateliers, les assemblées se succèdent de façon ininterrompue à l'intérieur ou à l'extérieur des usines. A Milan, à la suite de rencontres ouvriers-étudiants — au cours desquelles les étudiants

...ités de base » se forment dans l'usine et bousculent la hiérarchie syndicale. Tout en dénonçant la tentative des étudiants de court-circuiter le syndicat et de créer une organisation parallèle de la lutte, l'organe de la section communiste de la Biccocca écrit en octobre : *On ne peut pas ne pas être d'accord avec ceux qui encouragent la poussée de la base pour venir à bout des scléroses et des inerties bureaucratiques...* » Et trois mois plus tard : « *Le développement de la démocratie syndicale a joué un rôle important dans la progression de la lutte.* »

Octobre à décembre : A partir d'octobre, les ouvriers — ceux de Turin les premiers — déterminent eux-mêmes les cadences et organisent eux-mêmes le travail, mettant la hierarchie de l'usine hors circuit. Ce mode inédit de lutte alterne avec des débrayages et des assemblées. A Milan, à un lock-out de 24 heures, début décembre, les ouvriers répondent par un défilé auquel se joignent les étudiants et qui paralyse le centre de la ville.

22 décembre : Signature d'un accord, préalablement approuvé en assemblée par 15 000 ouvriers de Turin et Milan, et dont les principales clauses prévoient :

— La création de « commissions des cadences » qui s'informeront du mode d'établissement des normes et des primes de rendement et qui pourront en demander la révision chaque fois que les conditions de travail seront modifiées (par l'introduction de nouvelles techniques, par exemple) ;

— La création de « commissions de contrôle » pour vérifier le respect par la direction technique des normes de rendement qui auront été acceptées [1] ;

— Une augmentation du salaire ... heure.

A la mi-mars, le Conseil d'administration de Pirelli décide unilatéralement, à la veille d'une négociation avec les syndicats, de « satisfaire quelques-unes des plus vives aspirations des travailleurs » en leur accordant : la semaine de cinq jours, la réduction à quarante heures de la durée hebdomadaire de travail sans perte de salaire ; le travail à temps partiel (24 heures par semaine) pour les femmes ; l'aménagement des horaires des équipes pour tenir compte des exigences de la vie familiale, etc. Coût de ces concessions octroyées : 6 milliards de lires par an.

Les syndicats protestent aussitôt contre une manœuvre consistant à octroyer des avantages qui, s'ils vont au devant de certaines de leurs revendications, ne les satisfont pas et tendent à diviser les travailleurs. Ils consulteront ceux-ci et, en attendant, s'en tiendront à leur propre cahier de revendications. Le calendrier des débrayages arrêté par les organisations syndicales sera respecté. La lutte pour le pouvoir ouvrier dans l'usine sera menée jusqu'au bout de ses conséquences politiques.

LA GRÈVE DU RENDEMENT

Personne ne sait plus très bien comment tout a commencé. Le début du mouvement, comme il arrive souvent, appartient déjà à la légende, une légende dont fait même partie un prêtre ouvrier, employé au « Centre de contrôle de la qualité » de l'usine Pirelli à Settimo Torinese (Turin). A l'époque où l'agitation gagnait dans l'usine, ce prêtre écrivit aux syndicats qu'il n'était pas juste de décider d'en haut quelles formes de lutte il convenait

1. Dans la pratique, ces commissions de contrôle — qui, en Suède, servent à faire imposer aux ouvriers, par leur syndicat, les normes de rendement ayant fait l'objet d'un accord — deviennent en Italie une source de contestation continuelle : les ouvriers remettent en question les normes et les syndicats se servent des commissions pour imposer le droit d'assemblée dans l'usine, droit indispensable aux consultations et aux vérifications dont sont chargés les « contrôleurs ».

2. D'après l'article d'Aniello Coppola dans *Rinascita* (hebdomadaire du P.C.I.) du 20-12-1968.



Notre histoire est faite de luttes. Les québécois se battent depuis trois siècles pour leur libération et leur émancipation. Dire que nous n'avons pas de tradition est faux. Le document qui suit, sans être complet, montre bien que nous n'avons jamais cesser de résister.

L'histoire, c'est avant tout le peuple qui la fai les habitants, les travailleurs, les étudiants. Ce sont eu qui, souvent au sacrifice de leur vie, ont fait progresser notre pays. Ceux qui s'opposent à la libération du peuple, ce sont toujours les mêmes: les patrons et leurs dociles marionnettes, les politiciens. L'histoire du Québec est l'histoire de cette lutte : une lutte de classes.

Nous devons pouvoir tirer des leçons de cette lut de classe. Tirer des leçons, c'est déjà comprendre comment il faut se battre, c'est aussi éviter de répeter les mêmes erreurs.

Cette chronologie, en simplifiant, nous montrer e tre autre que le pouvoir n'est pas répressif depuis hier mais qu'il emploie depuis fort longtemps les mêmes tactiques. Elle nous montre aussi que les organisations révolutionnaires sont toujours en retard sur les luttes spontanées des québécois, incapables de canaliser ces combats vers la prise du pouvoir.

A nous maintenant de tirer d'autres leçons et de poursuivre la lutte ... jusqu'à la VICTOIRE !

—— ——

LE POUVOIR	LES EVENEMENTS	LES ORGANISATIONS
	1658-62: guerilla iroquoise contre le conquérant blanc	
1760: début de l'occupation militaire par les britanniques	1755: déportation de 7,000 acadiens	
1763: Traité de Paris. On force les québécois à prêter serment d'allégeance à la couronne britannique.	1763: soulévement des hommes rouges dans Pontiac	
1774: Acte de Québec.	1774: les québécois refusent de s'engager dans la milice anglaise pour combattre les américains qui luttent pour leur indépendance. A Terrebonne, Verchères et Berthier, des habitants se révoltent.	
179[illegible]: Co[illegible] du Haut et du Bas Canada	1776: Indépendance des Etats-Unis	
	1794: les habitants s'opposent au service militaire obligatoire	
	1[illegible]: des émeutes éclatent	
	1810: le gouverneur Graig fait saisir les presses du "canadien" et emprisonne 3 de ses fondateurs.	1806: fondation du journal "Le Canadien", nationaliste et anti-anglais
1822: arrestation de Duvernay, directeur du journal "La Minerve" et de Tracy du journal "Vindicator"		
	1823: pétition des habitants du Bas-Canada contre le projet d'unir les 2 Canada	
	1828: une pétition de 60,000 signatures pour protester contre un projet de loi rendant l'anglais langue officielle	
	1832: manifestation à Montréal. Les soldats tirent et tuent trois québécois.	
	1834: les premières associations ouvrières s'organisent	
1837: Gosford interdit les assemblées populaires (mais elles continuent) proclamation de la loi martiale	1837: assemblées populaires dans les villes et villages. Adoption des 12 résolutions des patriotes qui dénoncent l'oppres-	1837: organisation d'un groupe para-militaire de Patriotes: "Les Fils de la Liberté" - les citoyens de Deux-

	seur britannique. Les membres du Doric Club (organisation para-militaire des anglais) attaquent les Fils de la Liberté. L'imprimerie du journal "Vindicator" (en faveur des Patriotes) et la maison de Papineau sont attaqués -bataille de St-Denis (succès des Patriotes) -bataille de St-Charles (défaite) -bataille de St-Eustache (défaite)	Montagnes nomment leurs propres juges
1838: suspension de la Constitution du Bas-Canada	1838: soulévement à Beauharnois et Chateauguay -bataille près de la frontière des Etats-Unis entre 1,000 patriotes et 6,000 anglais (défaite) -99 patriotes sont condamnés à mort. 12 sont pendus	
1839: rapport Durham: veut l'assimilation des québécois 1940: Acte d'union	1840: une pétition de 10,000 signatures contre l'Acte d'Union est présenté au Parlement britannique	
		1844: fondation à Québec de l'Association de la délivrance en faveur des patriotes - fondation de l'Institut Canadien de Mtl: groupe littéraire laic et nationaliste
		1848: Papineau fonde le "Parti Démocratique" qui s'appelle aussi "Les Rouges" et qui regroupe les jeunes radicaux
	1849: les anglais brulent le Parlement (Montréal) et saccagent pendant une semaine les maisons des québécois	
1854: abolition du régime seigneurial	1864: Antoine Aimé Dorion publie son manifeste contre la Confédération	
		1866: Médéric Lanctot, candidat ouvrier, se fait élire conseiller municipal pour la division est de Mtl
Confédération	1867: M. Lanctot participe aux élections fédérales comme représentant des ouvriers et pour l'indépendance	1867: Les chevaliers de Saint-Crispin forment des associations secrètes de travailleurs

1868: soulévement de Riel et des métis au Manitoba contre les anglais

1871: nouveau soulévement de Riel

1872: Loi des Union ouvrières qui légalise les syndicats

1872: une série de grèves éclatent à Montréal

1873: Première convention de l'union Canadienne du Travail

1877: gréves et émeutes à Montréal. grève des journaliers qui élargissent le Canal Lachine

1878: grèves et émeutes à Québec. les grévistes contrôlent la ville et chassent la police. Les soldats tirent et tuent un gréviste. un groupe d'ouvriers libèrent un gréviste de la prison.

1879: série d'émeutes entre québécois et irlandais à Québec, 2 québécois sont tués.

1881: premiers syndicats mis sur pieds par les "Chevaliers du Travail"

1885: nouveau soulévement de Riel et établissement d'un gouvernement provisoire.
-exécution de Riel
-assemblée populaire de 50,000 personnes à Montréal pour protester contre le meurtre de Riel

1886: Commission royale d'enquete sur les relations entre le Capital et le Travail: emplois d'enfants de 8 ans, journées de travail de 14 heures, les enfants qui travaillent sont punis en les envoyant dans les prisons de l'usine ("trous noir", etc.)

1888: publication du journal "L'Union Ouvrière"
- élection de A.Lépine, condidat ouvrier de Mtl-est aux élections fédérales

1887: grève des typographes à Québec

1891: 15,000 travailleurs manifestent à Montréal pour fêter le 1er mai

1891: Congrès du "Congrès des Métiers et du Travail du Canada"

1893: Congrès du CMTC

1900: ministère fédéral

1900: combats de rue entre

du Travail	étudiants de McGill arborant l'Union Jack et des québécois -grève générale dans la chaussure à Québec. 5,000 employés et 3 assosciations	
1901: Ottawa envoie l'armée à Valleyfield pour briser une grève dans le textille		1902: formation de la Fédération canadienne du Travail
1903: loi interdisant le travail en usine des moins de 14 ans (non appliqué par les patrons), on fixe la semaine de travail à 58 heures dans l'industrie du textille	1903: grève des employés de tramway à Mtl-émeutes	
		1904: essai de formation d'un parti ouvrier
1905: loi Lacombe	1905: grève des platriers et des charbonniers à Mtl	
		1906: Verville, député ouvrier de Maisonneuve
	1906: grève dans le textille	
		1907: fondation à Chicoutimi du permier syndicat catholique
	1908: grève au Shop Angus grève générale dans le textille	
	1915: 2,500 ouvriers de l'amiante en grève (succes)	
1917: l'armée occupe Québec, 4 manifestants sont tués, 60 arrêtés	1917: manifestations violentes à Mtl. Les vitres de "La Patrie" et de "La Presse" sont démolies. La même chose à Québec. Tout l'été des milliers de manifestants crient "Vive la révolution". Les orateurs exorte le peuple à prendre les armes. La police charge et tue un manifestant. La propriété de Lord Atholstan est dynamitée.	
	1918: A Québec, les québécois brulent un poste de police et un centre de recrutement. Ils tirent sur les soldats venus en renfort.	
	1919: grève dans la carosserie- triomphe des ouvriers	
		1921: fondation de la Confédération des Travailleurs catholiques

1924: réglementation de la convention collective

1925: loi provinciale des bureaux de placement; loi des salaires raisonnables et loi provinciale des syndicats professionnels

1940: les femmes obtiennent le droit de vote

1941: conscription pour l'intérieur du pays

1925: grève dans la chaussure

1926-29-30: grève dans la chaussure

1932: émeute à Mtl à la suite de l'assasinat de Nick Zynchuk par un flic

1937: grève générale dans le textille- violence, séquestration du patron
- grève dans le vétement pour dames. C'est la première grève des femmes au Québec
- grève de Sorel- violence, dynamitage

1941: grève dans l'aluminium à Arvida
- les québécois se prononcent à 72% contre la conscription

du Canada (CTCC)
- 26,000 membres

1944: Code du Travail (provincial)
- le fédéral intervient pour mettre fin à la grève des tramways à Mtl
- conscription pour envoyer des troupes outremer
- Edourd Simard, jeune déserteur est assasiné par des membres canadiens français de la RCMP

1946: arrestation et accusation d'un dirigeant syndical pendant la grève du textille (conspiration et sédition)

1947: Madeleine Parent et Azélus Beaucage sont accusés de "conspiration séditieuse"- 2 ans de prison

1943: vague de grèves: police, pompiers, employés de l'Hôtel de ville de Montréal

1944: manifestation de 2,000 personnes contre la conscription. On brise les vitres de la Bank of Mtl, de la Montreal Trust Co, etc. plusieurs manifestations dans les villes de la province
- combats de rue entre la police militaire et de jeunes québécois appelés les "zoot-suiters"

1946: grève dans le textille- violence et succès

1947: grève à la compagnie Ayers de Lachute. On propose la liberté à des syndiqués arrêtés s'ils acceptent d'impliquer leurs leaders dans une accusation de "conspiration séditieu-

1942: Maxime Raymand fonde le "Bloc Populaire"

1943: Fred Rose élu député fédéral du comté de Cartier (Mtl). Il est membre du Parti ouvrier-progressiste (Parti communiste)

	1949: grève générale de l'amiante- 5,000 ouvriers- violence et succès	
	1952: grève du textille à Louiseville- violence - grève chez Dupuis Frères (succès)	
1953: Bill 19, exclusion des syndicats "communistes"	1953: grève de Noranda Mines	
1954: interdiction des grèves et lock-out dans les services publics		
	1957: grève de Murdochville- violence, dynamitage par les ouvriers	1957: fondation de l'Alliance laurentienne
	1958: grève des réalisateurs de Radio-Canada- violence	
		1959: le CTCC devient la Confédération des Syndicats Nationaux (CSN)
		1960: fondation du Rassemblement pour l'Indépendance Nationale (RIN)

		1962: publication du journal "L'Indépendance" du RIN - fondation du Parti Républicain du Québec (PRQ)
	1963: manifestation à l'ouverture de la Place des Arts- violence - attentats à la bombe	1963: publication de la revue "Parti Pris" - FLQ
	1964: visite de la Reine- "Samedi de la matraque" - attentats à la bombe - émeute raciale à Pierrefonds - manifestation contre le racisme du Canadien National	1964: Armée de Libération du Québec (vols d'armes, etc.) - ARQ (International Fire Arms: 2 morts) - camp d'entrainement près de Shawinigan - fondation de la revue "Révolution québécoise"
	1965: attentats à la bombe - plusieurs miliers de cultivateurs bloquent les routes avec leurs tracteurs - série de grèves militantes (Lagrenade, débardeurs, etc.)	1965: fondation du "Mouvement de Libération Populaire" (MLP)

	la Confédération- émeute violence	
1966: arrestation de Vallières-Gagnon	1966: élections provinciales, le RIN ramasse 10% des votes -grève à la cie Ayers (manifestations, bombe) -grève dans le textille (bombes) - grève dans les hôpitaux - série de bombes	1966: FLQ Vallière Gagnon
1967: Bill 1 qui force les chauffeurs d'autobus à rentrer au travail	1967: de Gaulle crie "Vive le Québec libre" - grève des chauffeurs d'autobus (manifestation) - grève de 7-up (manifestation, violence, bombe) - manifestation contre la guerre au Vietnam - gr	1967: fondation du Mouvement Souverainneté-Assosciation - formation du Mouvement d'Intégration Scolaire - les Etats généraux réunissent 2,500 délégués
	1968: 24 juin, émeute contre la présence de PET au défilé - vague d'occupation des CEGEP - émeute à Dorval et à Mtl contre Murray Hill - attentats à la bombe du groupe Geoffroy	1968: formation du Front de Libération Populaire et du Comité Indépendance-Socialisme - formation du Mouvement de Libération du Taxi - fondation du PQ
	- grève à la Dominion (occupation), les travailleurs chassent la PP de Windsor, manifestation à Sherbrooke	
1969: Bill 63 - interdiction des manifestations par Drapeau-Saulnier - occupation armée de Mtl - arrestation de Geoffroy (124 fois à perpétuité)	1969: manifestation contre McGill (15,000) - manifestation contre le congrès de l'UN- violence - attentats du groupe Geoffroy (Bourse, etc.) - 24 juin: manifestation, destruction du St-Jean Baptiste - Opération alarme contre le chômage (manifestations) - grève des policiers- émeutes partout à Mtl, 1 flic de tuer, $1.5 million de dégats - série de manifestations contre le Bill 63 (50,000 à Québec, violence) - Opération libération pour Vallières-Gagnon- violence sur la rue St-Jacques à Mtl - manifestation des femmes contre le réglement D-S	1969: formation du Mouvement Syndical-Politique, organisation radicale d'étudiants - fusion du FLP et du CIS pour former un nouveau FLP
1970: démantèlement du syndicat de Lapalme - loi sur le mesures de guerre et loi Turner	1970: élections provinciales, le PQ ramasse 24% des votes - série d'attentats à la	1970: formation du Front d'action politique (FRAP) à partir des divers comités de citoyens crées

- occupation armée du Québec - 500 arrestations, plus de 3,000 perquisitions	bombe - révolte des travailleurs de Cabano - occupation du poste de radio à St-Jérome - manifestation contre la Confédération - enlévements de Cross et Laporte (exécution de Laporte) - diffusion du manifeste du FLQ (assemblées publiques) - série de manifestations contre la répression et les procès politiques	depuis 3 ans dans différents quartiers - FLQ

engager en vue du renouvellement de la convention collective il fallait, ajoutait-il, consulter les ouvriers eux-mêmes, par un référendum au besoin.

La C.G.I.L., fortement implantée à Settimo, ne prit pas ombrage de cette critique ; tout au contraire. Et c'est ainsi — du moins est-ce là l'avis d'un grand nombre d'ouvriers — que les travailleurs de Settimo déclenchèrent la forme de lutte la plus originale et la plus difficile qui ait été menée dans une grande entreprise moderne. Cette forme de lutte, inventée par des militants de base, proposée, discutée et finalement adoptée dans des assemblées libres, consistait à réduire de façon homogène les cadences et les rythmes de travail dans tous les ateliers et départements de l'immense usine, sans que celle-ci cessât de tourner pour autant avec la régularité d'une horloge.

Le but de cette opération peut sembler simple : il s'agissait de refuser tout à la fois les cadences de travail (c'est-à-dire le nombre d'interventions auxquelles les ouvriers sont astreints pour produire un nombre prédéterminé de pièces en un laps de temps fixé) et el salaire au rendement imposés par la Direction. En pratique, toutefois, ralentir de façon homogène le fonctionnement d'une grande entreprise complexe constitue un tour de force d'auto-organisation et d'habileté technique. En effet, pas plus que les divers rouages d'une horloge ne tournent à la même vitesse, pas plus les rythmes et les cadences ne sont les mêmes dans les divers ateliers d'une grande usine. Pour que celle-ci tourne régulièrement, sans accrocs ni embouteillages, toutes les opérations sont minutées (parfois à la seconde près) par une pesante hiérarchie technique qui, des ingénieurs aux chronométreurs, en passant par les chefs d'ateliers, veille à ce que toutes les opérations soient effectuées dans les temps fixés à l'avance.

Or, à Settimo, c'est cette hiérarchie, que l'on croyait indispensable, qui a été mise hors circuit. Les ouvriers ont pris en main eux-mêmes l'organisation de la production. L'ingéniosité et l'autodiscipline ont remplacé les ordres et la discipline imposés d'en haut

L'exploit est d'autant plus stupéfiant que les milliers d'ouvriers et d'ouvrières de Settimo sont, en grande partie, des jeunes gens du Sud, débarqués à Turin sans métier ni connaissances, ni même, souvent, sans leur certificat d'études.

Tout s'est donc passé comme si des musiciens avaient réussi à exécuter une difficile symphonie, avec un ensemble parfait, en l'absence du chef d'orchestre. Ou comme si les cheminots, au lieu d'arrêter les trains, avaient réussi à les faire circuler pendant des semaines, à des vitesses et avec des horaires déterminés par eux-mêmes, sans provoquer ni accident ni engorgement du trafic.

C'est en automne dernier, après des mois de lutte infructueuse, que les ouvriers de Settimo avaient fait leur grande découverte : ils pouvaient retourner contre Pirelli, comme un boomerang, le système de rémunération au rendement qu'on leur imposait. En effet, le salaire au rendement, qui était naguère une part assez importante du salaire total, était pratiquement bloqué depuis des années. La direction se refusait à en discuter : elle entendait régler à sa guise les cadences et les intensités de travail à chaque poste. En revanche, le salaire de base (auquel le salaire au rendement vient s'ajouter) avait été augmenté dans le cadre des accord d'entreprise et de branche. Aussi, si les ouvriers réussissaient à ralentir le fonctionnement de toute l'usine, ils pouvaient infliger à Pirelli une perte beaucoup plus importante, proportionnellement, que la perte (environ 12 % du salaire total) qu'ils essuieraient eux-mêmes.

Comment n'y avaient-ils pensé avant ? Après coup, il est facile de se le demander. En fait, un certain nombre d'ouvriers y pensaient depuis pas mal de temps, mais individuellement, sans trop oser y croire. Car chez Pirelli, comme dans les autres grandes entreprises modernes, la direction fondait son pouvoir sur l'impossibilité pour les ouvriers de communiquer entre eux, sur leur isolement — chacun devant sa machine, dans son atelier — et sur la division syndicale. Tous avaient les mêmes griefs, mais faute de pouvoir se concerter et en débattre tous ensemble, ces griefs ne pouvaient se [illegible]

Le mécontentement des ouvriers avait des raisons multiples caractéristiques de ce type d'industrie : sous des prétextes divers — toujours justifiés, cela va de soi, par des innovations techniques — le temps alloué pour produire un nombre déterminé de pièces diminuait sans cesse ; mais le salaire au rendement, lui, n'augmentait guère. Le nombre des machines à servir était en croissance constante, mais les locaux dans lesquels on installait ces machines de plus en plus nombreuses, étaient toujours les mêmes. Air irrespirable, chaleur, bruit, cadences meurtrières, fatigue accrue : il devenait de plus en plus difficile de réaliser les normes de rendement fixées par la Direction.

Que faire ? Les ouvriers de Settimo Torinese savaient d'expérience que les concessions et les promesses de la Direction, même inscrites dans un accord de branche, ne leur apporteraient pas grand-chose. On leur accordait 30 centièmes de lire d'une main, sur les primes de rendement, mais on leur en reprendrait 50 de l'autre main, à la première occasion. On ferait mine de réduire les cadences, puis, petit à petit — ou à l'occasion d'un changement technique — on leur imposerait une intensité de travail aussi insoutenable qu'auparavant.

Donc, les promesses, les concessions ne servaient à rien. Ce qu'il fallait, c'est la définition de cadences et de normes de travail acceptables et le contrôle ouvrier permanent — grâce à des commissions syndicales ad hoc — sur l'application de ces normes et de ces cadences nouvelles. Mais comment imposer ce genre de contrôle ouvrier ? Par la grève ? Il ne fallait pas y penser : ce n'est pas une grève de 24 heures ou de 48 heures qui ferait reculer la Direction sur une question aussi capitale. La grève illimitée ? Ce n'était guère mieux : quand tout le régime intérieur de l'entreprise est en jeu, un géant industriel, plutôt que de céder, préférera tenir des semaines, des mois peut-être, en comptant affamer les ouvriers, puis les diviser en leur offrant quelques miettes.

Non, le pouvoir de contrôle pouvait être imposé d'une seule [illegible] *en pratique*, et en perçant par la pratique les secrets jalousement gardés par la hiérarchie de l'entreprise. C'est là ce que les ouvriers de Settimo Torinese s'appliquèrent à tenter. Ce n'était pas une petite affaire. En effet, pour pouvoir contester le mode d'établissement des normes de rendement et contrôler l'application des normes nouvelles qu'ils entendaient introduire, il leur fallait connaître les secrets de l'organisation du travail. Comment établit-on les temps partiels alloués pour l'exécution de tâches fractionnées ? Selon quels critères prévoit-on des temps morts pour le repos ? De combien le temps strictement nécessaire pour une tâche est-il majoré afin de tenir compte du fait que l'on ne peut pas soutenir pendant huit heures d'affilée le même rythme que pendant vingt minutes, ni pendant 49 semaines par an le même rythme que pendant une semaine ? etc.

Il fallait que les ouvriers de Settimo connaissent la réponse à ces questions, et à bien d'autres encore. Il fallait que, surmontant la division syndicale, s'en remettant à l'esprit de solidarité et à la conscience de classe de chacun des milliers d'ouvriers, ils élaborent, par initiative à la base, de nouvelles normes de rendement, puis règlent sans (voire contre) l'appareil technique de leur grande usine, le fonctionnement harmonieux de tous les ateliers et de tous les départements.

Pour y parvenir, ils procédèrent ainsi : chaque ouvrier sur machine fixait de sa propre initiative et d'accord avec ses camarades d'atelier, sa cadence de travail. Les nouvelles cadences (nombre de minutes pour un nombre déterminé de pièces) étaient marquées sur des feuilles, baptisées « contre-tableaux », et apposées à côté de chaque machine, à la place des tableaux de marche établis par la Direction. La coordination des cadences entre les divers ateliers se faisait par rodage et réajustements successifs.

Ces cadences pouvaient d'ailleurs varier selon les besoins de la lutte qui, sous cette forme, dura deux mois. A certains moments, quand il s'agissait de donner une leçon particulièrement parlante à la Direction, les ouvriers faisaient tomber la production à 30 % de la normale, infligeant ainsi à Pirelli une perte de 70 %, mais ne perdant eux-même qu'environ 10 000 lires par mois (sur un gain mensuel moyen de 80 000 ou 90 000 lires).

Ce genre de lutte supposait évidemment un sens de la solidarité et de la participation que seule l'auto-organisation et la démocratie à la base pouvaient faire naître. La transparence des rapports démocratiques entre les travailleurs et leurs comités, leurs délégués, leurs organisations syndicales, loin d'être une concession à la mode, était la condition même du succès.

Pirelli ne comprit pas à temps que l'unité syndicale se consolidait sous la poussée irrésistible de la base, les non-syndiqués n'étant pas nécessairement les moins actifs. Croyant pouvoir semer la division, il proposa une augmentation de 9 lires par heure, proposition qui provoqua seulement la colère des ouvriers. (Il a dû, depuis, accorder 32 lires par heure, soit beaucoup plus que les 20 lires obtenus, en moyenne, dans le reste de l'industrie au cours de ces derniers mois). Il menaça d'infliger aux ouvriers une amende de trois heures, ordonna le lock-out à l'usine de Milan, puis fut contraint de battre en retraite par un nouveau ralentissement des cadences. En somme, il favorisa involontairement l'extension à d'autres usines du groupe — à commencer par la Bicocca (Milan) — de la forme de lutte adoptée à Settimo Torinese. Et cette lutte exemplaire fit surgir une nouvelle couche de militants syndicaux et politiques. La fièvre de la participation gagna même ceux qui, jusque là, étaient restés à l'écart de tout mouvement ; une nouvelle conscience critique se développa, caractéristique de cette nouvelle génération ouvrière qui ne tolère plus ni autoritarisme, ni paternalisme.

L'esprit de contestation gagna aussi le sommet du syndicat. Francesco Pozzo, ex-ouvrier de Michelin (Italie) et actuellement secrétaire national du syndicat du caoutchouc, proclama que c'en était assez des « *ukases syndicaux* » et que les ouvriers voulaient « *faire table rase* » d'une méthode de direction qui ne leur permettait pas de décider des modalités des luttes qu'ils allaient être appelés à mener.

Giorgo Lo Turco, le leader le plus prestigieux du comité d'entreprise, haranguant les ouvriers rassemblés un samedi après-midi en présence de Gian Carlo Pajetta (membre de la Direction du P.C.I.), parla « *d'expérience stupéfiante* » et annonça en riant que le P.C.I., à la Pirelli, était « *entré en crise* » : la petite cellule de cent inscrits, dont peu de militants actifs, a déjà recruté soixante-quinze nouveaux membres. Il faut former une section d'usine. Trente et un nouveaux membres ont été recrutés par le seul Salvador Augello, émigré sicilien qui affirme : « *Je mange, je m'habille et je travaille cher Pirelli. Mais j'arrive encore à penser avec ma propre tête.* »

Ce qu'ils cherchent tous à exprimer, chacun à sa façon, c'est l'orgueil de la dignité retrouvée, la volonté de jouer un rôle à l'usine, dans le syndicat, dans le parti : « *La condition des travailleurs doit être décidée par les travailleurs* » ; « *les syndicats ont gagné parce qu'ils ont refusé de signer un accord qui n'a pas été discuté et approuvé au préalable en assemblée* » ; « *à l'usine, c'est nous qui devons commander* » ; « *nous avons démontré à Pirelli que, tout en vivant à l'époque des robots, nous sommes des gens qui savent se faire respecter* » ; « *si nous ne réussissons pas à imposer les commissions de contrôle ouvrier sur les cadences, nous ne pourrons pas conserver ce que nous avons obtenu* ».

Et maintenant ? Maintenant, la lutte va continuer, chez Pirelli et ailleurs. Car les positions de pouvoir syndical et de contrôle ouvrier que viennent d'imposer les travailleurs de Pirelli ne sont pas des conquêtes que l'on peut gérer tranquillement, à la manière d'un quelconque avantage acquis. Elles n'ont été possibles que par l'imagination et l'initiative à la base ; elles exigent que la consultation, l'intervention et le contrôle de la base continuent à s'exercer. C'est la condition des travailleurs dans la grande usine moderne qu'il s'agit de changer, chez Pirelli et ailleurs. C'est à cela que doit servir le contrôle ouvrier.

Les patrons, bien sûr, ne resteront pas passifs devant une aussi extraordinaire poussée sociale. Ils tenteront de reprendre le terrain perdu. Ils n'ignorent pas les implications politiques de ce type de conquête ouvrière : elles commencent par réduire le pouvoir patronal à l'intérieur des usines, elles finissent par le battre en brèche au niveau politique, au niveau de la société dans son ensemble, par de nouveaux affrontements. Les ouvriers sont-ils prêts à ces nouvelles batailles ? Chez Pirelli en tout cas, ils ont démontré que l'enjeu n'est pas seulement la condition ouvrière sur les lieux de travail, mais aussi le poids de la classe ouvrière dans la société.

[...] ENQUETE OUVRIERE AUX POSSIBILITES D'ACTION EN MILIEU DE TRAVAIL

Le dernier congrès du Front d'action politique (FRAP) nous donna un mot d'ordre: s'implanter dans les milieux de travail, en paritculier dans le secteur de la production ou de la fabrication (voir article dans Mobilisation numéro la partie traitant du pourquoi d'une action en milieu de travail). Le Comité d'action politique du district St-Louis s'était déjà inscrit dans cette stratégie en voulant créer une garderie, ce qui nous aurait permis de maintenir des contacts permanents avec une partie de la population du quartier. Pour diverses raisons, le projet n'avait jamais abouti et comme plusieurs projets du genre demeure encore au niveau du rêve.

LE PASSAGE À L'ENQUETE OUVRIERE DANS LE QUARTIER

Le projet de garderie fut donc mis de côté. Quelques militants disparurent faute d'avoir compris où allait nous mener l'enquête proposée au niveau du quartier et la stratégie dans laquelle elle s'inscrivait. Au même moment au C.A.P., un autre groupe fonctionnait et protait le nom de "Comité travail". Son but: rassembler des chômeurs. Comme l'autre, ce comité n'aboutissait pas et ne faisait que des réunions. Voilà des exemples parfaits d'action politique dans le vide et qui se terminent de façon presque certaine en queue de poisson.

Bien-sûr, sur le plan théorique, la stratégie était la bonne: s'implanter dans la population, rendre les gens sympathiques à une organisation de la classe des travailleurs, agir dans le sens d'une prise de possession de notre milieu, apprentissage d'une action collective. Mais la majorité d'entre nous n'était pas du quartier. Il nous faut donc envisager un travail préliminaire de défrichage et de pénétration du quartier. Autrement dit, il nous faut rassembler le plus de renseignements possible sur tous les éléments de la vie quotidienne dans le quartier. Ne pas faire ce travail préliminaire, c'est agir dans le vide, d'où la non-motivation des militants (il faut plus qu'un simple désir de changement et d'action).

L'ENQUETE

L'enquête fut donc entreprise. Il s'agissait de ramasser toutes les informations possibles sur les éléments de la vie quotidienne dans le district St-Louis. Ces informat[...]

[...]ase étaient:

-l'origine ethnique de la population

-les milieux de travail: liste détaillée

-les services (écoles, loisirs, etc

les groupes marginaux

Un cinquième secteur fut oublié: la petite bourgeoisie du quartier ou l'élite dirigeante de la place. Il est probable que nous ayions oublié d'autres aspects de la vie du quartier. Mais il nous faut recueillir des informations de base. D'autres besoins viendront à mesure que notre implantation se fera. D'ailleurs, il ne faut pas penser recueillir toutes ces informations d'un seul coup: ainsi c'est plus tard, en voulant organiser des loisirs dans le quartier que nous avons découvert un centre de loisir C'est en discutant avec un travailleur du quartier que nous avons remarqué la présence de telle manufacture de moyenne importance. C'est en se promenant dans le quartier que nous avons remarqué le début de la construction d'une nouvelle école aux limites du quartier.

Chaque semaine d'ailleurs, nous faisions part des résultats de notre enquête. Il est nécessaire que chaque militant du noyau de base prenne connaissance de ces informations afin de les transmettre et surtout de pouvoir les utiliser au bon moment.Ces connaissances peuvent en effet lui faire profiter de certains hasards pour établir des contacts en divers milieux du quartier. Cela procure à chaque militant une certaine liberté d'action qui fait qu'on n'a pas besoin de lui dire quoi faire à chaque réunion: il propose lui-même des choses qui sont approuvées par le groupe. Exemple: un militant rencontre des chômeurs à un cours de"pré-emplois" (???). L'un d'eux plus poête que les autres travaille à monter un centre d'art pour les enfants du quartier. Cette information sert automatiquement à un autre qui décide de travailler avec les enfants du quarti[...]

Des rapports écrits facilitent les compte-rendus à chaque semaine et constituent déjà les éléments de base d'une documentation permanente, facilement utilisable. Il sera bon que quelqu'un prenne la responsabilité de classer cette documentation.

ORIGINE ETHNIQUE

district St-Lou[...] [...]es plus cosmopolites [...]

Montréal et par conséquent du Québec... En plus des Québécois pure-laine, on y trouve des travailleurs d'origines grecque, italienne,portugaise, espagnole, juive, chinoise, japonaise, libanaise, etc, etc, et bien-sûr anglaise. Pour nous la priorité est d'agir chez la population francophone. C'est même la seule possibilité pour le moment.Il nous faut donc savoir où se trouve exactement ceux que l'on veut rejoindre.

Nous avons donc utilisé les listes électorales (elles auront au moins servi à quelque chose). Nous avons considéré comme francophone tous ceux dont les moms sont français. Nous en avons fait l'inventaire à chaque poll. Chaque poll électoral représente normalement un quadrilatère. Grâce à une carte du quartier nous donnant les divisions par polls, nous obtenons une vue détaillée et graduée(%, par dizaine et en couleurs s'il-vous-plaît) de l'origine ethnique de la population du quartier. Cela nous apprend que notre local en plus d'être situé, en plein centre du quartier se trouve à la limite-ouest de la plus forte concentration francophone du district St-Louis. Globalement, les francophones représentent au maximum 58% de la population du quartier (67% à Momtréal).

LES MILIEUX DE TRAVAIL

C'est dans ce secteur que nous avons accentué notre enquête. Trop de luttes nous éloignaient jusqu'à maintenant des fondements-mêmes de l'exploitation capitaliste: la production. Ces luttes nous embarquaient toujours au niveau de la consommation de produits, de services gouvernementaux, de programmes scolaires, etc., sans aller au fonds du problème: notre production ne nous appartient pas. La base du changement révolutionnaire que nous voulons se trouve donc chez les producteurs, c'est-à-dire les travailleurs,

Il nous fallait donc connaitre les divers milieux de travail dans le district St-Louis, c'est-à-dire en faire l'inventaire. Nous avons mis au point un questionnaire que nous faisions remplir en nous présentant comme étudiants d'université afin d'être bien reçus...Cette tactique a bien réussi puisque la majorité des entreprises ont répondu immédiatement à nos demandes. Ce que nous voulions savoir?

.Le nom de l'entreprise,
.le type d'entreprise:enregistrée, incorporée ou limitée,
.le secteur de l'entreprise: fabrication ou service avec précisions,
.le nombre d'employés, ceux de bureaux, ceux affectés à la production (hommes et femmes)
.la moyenne d'âge des employés
.la langue parlée des employés
.le % habitant le district St-Louis
.le nom du syndicat, s'il y lieu.

De plus, une traduction anglaise faisait de nos enquêteurs des gens tout ce qu'il y a plus acceptables!

RESULTATS

Ce premier niveau d'enquête nous apprend que le distric St-Louis est vraiment pauvre sur le plan économique. La majorité des entreprises sont des petites "binneries" employant jusqu'à dix personnes. Ces entreprises sont enregistrée, donc appartiennent à un, deux ou trois entrepreneurs.(Attention: plusieurs compagnies ajoutent à leur nom "limitée" et ne le sont pas...) Au Québec comme au Canada, ces entreprises forment la majorité et leur apport au produit national brut n'est que de 5% * (*"Financement de l'entreprise", G. Blondeau, Publication Les Affaires Inc., p. 18).Très petites, elles sont encore plus sensible aux fluctuations du marché, donc facilement portées aux congédiements. D'ailleurs la majorité d'entre elles me sont pas syndiquées.

Les entreprises d'importance

LES ENTREPRISES D'IMPORTANCE!

Finalement, il y a huit entreprises dans le quartier qui engagent quarante employés et plus. On en trouve deux dans le vêtement où travaille une majorité de femmes, deux dans la location de camions et d'automobiles, un fabriquan de peintures, un entrepreneur en ventilation. En somme, on en trouve trois dans le secteur de la fabrication qui ont du mal à survivre à cause de la concurrence, trois au niveau des services. Les deux autres font des gâteaux et des patates-ships et sont nettement perdant face à la concurrence. La dernière est d'ailleurs passée de 100 à 40 employés en un an. L'autre a été pris en main par la Société générale de financement (S.G.F.).

PAUVRETÉ ECONOMIQUE DU QUARTIER

Le district St-Louis, même sur le plan économique (celui de la production) est un enfant pauvre de la vie économique de Montréal, ce qui se répercute nécessairement sur le miveau de vie des travailleurs du quartier. Une en-

quête au niveau des propriétaires (commerçants et capitalistes) de ces entreprises nous révélerait probablement une petite bourgeoisie en décripitude...

AUTRES INFORMATIONS DANS LES MILIEUX DE TRAVAIL

Mais revenons plus précisément à notre enquête. IL n'est pas nécessaire , je crois, de justifier la distinction entre hommes et femmes chez les employés. Quant à la nationalité de ceu-ci, il semble plus juste d'employer le mot "nationalité" (cnadien français, anglais ou néo-canadien) plutôt que la division linguistique (français, anglais et autres). On nous répond trop souvent que la majorité des employés est bilingue ce qui ne nous apprend rien en fait.

D'autre part, rares sont les emploeurs qui savent si leurs employés demeurent dans le quartier avoisinant et ils ne prennent pas la peine de vérifier en répondant au questionnaire. Enfin la question demandant de préciser s'il y a lieu, le nom du syndicat ne semble pas avoir inquiéter outre mesure.

LES SERVICES DANS LE QUARTIER

Il s'agit ici de faire l'inventaire des services gouvernementaux situés dans le quartier (ceux de la Ville, de Québec et Ottawa), des écoles, des loisirs, cliniques, garderies, parcs, etc.. Le point de départ consiste à faire la liste des paroisses: les curés sont ensuite une excellente source d'information. Chez nous, cet aspect de l'enquête ne fut pas tellement poussé. Mais cela redevient important lorsque le comité décide lui-même de se lancer du côté des services (loisir, garderie, coopérative, etc.). C'est là toute l'importance de cette recherche. L'enquête au niveau des milieux de travail et surtout la prise contact avec ceux qui y travaillent sont lentes mais prioritaires (pour le moment au FRAP) et les services peuvent très bien être le pont entre les deux étapes.

Une carte très détaillée du quartier sera alors très utile (écoles, usines, maisons, etc.). On peut se la procurer à la Ville de Montréal

LES MILIEUX MARGINAUX ET LA PETITE-BOURGEOISIE LOCALE

Il s'agit de connaitre tous les groupes plus ou moins politiques ou assosciations du quartier. Certains d'entre eux peuvent nécessité notre présence (même active) parmi

eux. Malheureusement, nous avons laissé de côté cet aspect du travail dans le quartier, ce qui fait de nous un groupe plus ou moins [illegible].

LA PENETRATION DES MILIEUX DE TRAVAIL

S'implanter dans les usines, les manufactures, les milieux de travail. Oui, mais pour quoi faire? Des éléments de réponse s'offrent déjà à nous.

Un des buts de notre collaboration avec certains travailleurs de telle usine dans le quartier sera certainement de radicaliser la lutte qu'on y mène et de développer des luttes de solidarité avec d'autres travailleurs de milieux différents.

Il est aussi possible d'en rassembler certains autour d'une formation politique et syndicale. Il s'agit de comprendre pratiquement le fonctionnement du capitalisme à l'intérieur même de son milieu, de voir pourquoi le changement révolutionnaire est nécessaire et comment il est possible.

Enfin, il peut être question d'organiser des services en tant qu'expériences socialistes. Par exemple, une garderie près d'une manufacture où travaillent une majorité de femmes ayant des enfants. Il est encore possible de proposer aux travailleurs de ces entreprises de faire un travail au niveau du quartier.

Chose certaine, ces éléments de solution nous indiquent vers quoi nous pouvons aller. Elles ne nous donnent pas encore les modes d'intervention ou d'approches.

L'enquête dans le quartier est une première étape, importante, mais non suffisante pour développer la lutte. Il faudra y joindre un minimum d'organisation et de ligne politique.

ADRESSE: 1180 *BLEURY*
LOCAL 1070
MTL 111